

"L'industrie sidérurgique autrichienne et la Communauté européenne" dans EFTA Bulletin (Juillet-Septembre 1982)

Légende: En 1982, Peter Pobinger et Wolfgang Vanovsek, respectivement responsable et collaborateur du département de coordination et de planification économiques du consortium sidérurgique autrichien Voest Alpine, décrivent dans la revue EFTA Bulletin la nature de l'intégration de plus en plus forte de la sidérurgie autrichienne dans l'économie européenne.

Source: EFTA Bulletin. juillet-septembre 1982, n° 3; Vol XXIII. Genève: Service de presse et d'information de l'Association européenne de libre-échange.

Copyright: Les articles originaux de EFTA Bulletin peuvent être reproduits sans autorisation spéciale, à condition de mentionner la source: "EFTA Bulletin"

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"l_industrie_siderurgique_autrichienne_et_la_communaute_europeenne"_dans_efta_bulletin_juillet_septembre_1982-fr-1ad00c76-d68a-4df1-8e6d-0d4bd50defd3.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

L'industrie sidérurgique autrichienne et la Communauté européenne

par Peter Pobinger et Wolfgang Vanovsek

En raison de l'étroitesse relative du marché intérieur (population totale de quelque 7,5 millions d'habitants), certaines branches de l'industrie autrichienne sont assez peu importantes, comme le révèle le chiffre élevé des importations de véhicules et de machines. D'autres secteurs de l'économie, par suite d'importantes ressources actuelles ou historiques — comme le tourisme, l'industrie du bois et l'industrie sidérurgique —, connaissent un développement hors pair. Dans les considérations qui suivent, il convient donc de partir du principe que l'industrie sidérurgique autrichienne constitue une puissance économique essentielle pour ce pays.

Du fait de la situation centrale de l'Autriche au milieu de l'Europe, d'une part, et de sa structure économique spécifique, de l'autre, la facilité d'accès de ce pays au Marché commun — notamment en ce qui concerne l'industrie sidérurgique — est de l'intérêt bien compris des deux parties.

L'accord de libre-échange conclu entre l'Autriche et la CECA — en vigueur depuis le 1er janvier 1973 — a jeté les bases d'une telle coopération et des consultations étroites, jointes à un échange de notes régulier, ont pu assurer le maintien des courants commerciaux existants dans le secteur sidérurgique, mais notamment aussi la capacité d'importation de l'économie autrichienne dans son ensemble.

Le tableau montre les effets positifs de cette collaboration à l'époque difficile, sur le plan économique, de la crise de la sidérurgie entre 1974 et 1981. Il fait ressortir l'étroite imbrication de l'Autriche et de la CE en ce qui concerne le commerce de l'acier. Si l'on considère la période 1974-1981, on constate que la moitié ou presque de l'acier exporté par l'Autriche est écoulé dans l'espace communautaire (CE), alors que les deux tiers environ des importations autrichiennes proviennent de la Communauté. En outre, les chiffres révèlent l'importance de l'exportation des produits laminés vers les « autres pays » (en particulier ceux du COMECON) pour l'industrie sidérurgique autrichienne.

Alors qu'en 1981 l'Autriche pouvait exporter des produits laminés (CTCI 672 à 679) pour une valeur de 10,9 milliards de schillings à destination de la CE, elle en importait de celle-ci pour 6,6 milliards. Il faut constater que face à l'excédent net des exportations d'acier de 4,3 milliards de schillings, le reste des échanges avec la CE se solde par un déficit commercial de l'Autriche. C'est ainsi que l'année dernière les pays de la CE ont vendu des machines et des équipements de transport à l'Autriche pour une valeur de 69 milliards de schillings, tandis que l'Autriche ne parvenait à encaisser pour ces produits que 34,3 milliards dans l'espace communautaire (excédent net des importations : 34,7 milliards de schillings). C'est notamment pour cette raison que, depuis 1974, la balance des paiements de l'Autriche accuse un déficit croissant.

L'Autriche se félicite des dispositions de la CECA telles que les mesures prévues dans le cadre du code des subventions, parce qu'elle en attend une stabilisation du niveau des prix pour l'acier qu'elle exporte. On espère à juste titre que la réduction des subventions aura pour effet d'assainir la situation des marchés non seulement dans la CE, mais aussi en Autriche et dans les pays tiers.

De même, les dispositions de la CECA touchant la restructuration nécessaire sont jugées favorablement du côté autrichien. Le but de l'industrie sidérurgique autrichienne répond entièrement à cette politique, attendu que les fonds publics ne sont affectés qu'à des mesures de restructuration en vue de parvenir à une diversification dans des domaines extérieurs au secteur sidérurgique.

La part de l'industrie sidérurgique au chiffre d'affaires du consortium VOEST-Alpine (sans VEW) s'élevait encore à 49 % en 1974, alors qu'elle tombait à 33 % en 1981. Les Aciéries réunies (acières spéciaux VEW) ont suivi une évolution analogue.

Sur le plan organisationnel, une restructuration de l'industrie sidérurgique autrichienne a commencé dès 1973, amorcée par la fusion des entreprises VOEST et Alpine sous la raison sociale VOEST-Alpine AG (producteur d'acier courant) et des producteurs d'acières spéciaux Böhler, Schoeller et Styra sous le sigle

VEW (Aciéries réunies AG-aciers spéciaux), la VEW AG devenant une filiale de la société mère VOEST-Alpine AG. Ces deux sociétés représentent à elles seules environ 95 % de la production autrichienne de fer et d'acier.

Aussi appropriées que soient les mesures communautaires, leur mise en œuvre tardive n'en est pas moins liée à de graves perturbations sur les marchés extérieurs de l'industrie sidérurgique autrichienne. L'effondrement des prix qui ne cesse d'affecter les produits sidérurgiques entraîne des contraintes considérables tant pour les entreprises que pour l'ensemble de l'économie nationale. C'est ainsi que les investissements de restructuration dans les entreprises nationalisées n'ont pu être financés par des fonds propres que jusqu'en 1980. En 1981 et 1982, il a fallu recourir à des emprunts extérieurs complémentaires avec la garantie de l'État.

En ce qui concerne la crise de la sidérurgie qui sévit actuellement dans le monde, on estime qu'il ne s'agit pas d'un phénomène isolé, mais que la situation de l'industrie sidérurgique est un signe avant-coureur d'une évolution défavorable de l'économie. Cette thèse est confirmée par le fait que la récession a gagné maintenant, avec un certain décalage, presque toutes les régions économiques et que des difficultés analogues touchent des secteurs de plus en plus nombreux.

Compte tenu de ce que la plus grande partie de la population mondiale n'est pas encore entrée dans l'ère de l'industrialisation et qu'il faut s'attendre à un nouvel accroissement appréciable de la population, on doit espérer qu'à plus long terme la demande mondiale d'acier augmentera par rapport au chiffre actuel.

Une relance du pouvoir d'achat à l'échelle mondiale aurait une incidence positive aussi bien pour les pays industrialisés que pour les pays en développement, et ce serait pour certains pays de l'AELE l'occasion d'assumer, dans l'intérêt général, leur fonction de lien entre les différentes régions économiques.